

- Le Bhoutan a mis en place une politique particulière de développement : le Bonheur national brut.
- Cette année, il sortira du groupe des pays les moins avancés, selon les normes des Nations unies.

“Votez avec votre cerveau”

Entretien Sabine Verhest

Lotay Tshering, le Premier ministre du Bhoutan, a rendu visite aux institutions européennes la semaine dernière à Bruxelles. L'occasion d'une discussion avec le dirigeant d'un royaume himalayen qui a décidé de jauger son développement à l'aune du bien-être de sa population (le Bonheur national brut) et non pas de sa seule richesse (le Produit national brut).

Le Bhoutan est connu pour sa politique de Bonheur national brut, inscrite dans la Constitution de 2008. Quinze ans plus tard, diriez-vous que les Bhoutanais sont plus heureux aujourd'hui ?

Lorsqu'on parle du bonheur, on ne parle pas d'une humeur passagère – je suis heureux aujourd'hui ou j'étais en colère hier. Un jeune qui n'a pas les moyens d'acheter le dernier iPhone ne sera peut-être pas content. Un fonctionnaire de niveau intermédiaire qui ne peut pas rouler avec le dernier modèle de voiture en ville non plus. Le bonheur n'est pas lié à cela. C'est un sentiment de contentement, de paix de l'esprit, de confiance en l'avenir, de fierté d'être bhoutanais. Les Bhoutanais sont-ils plus heureux aujourd'hui qu'il y a quinze ans ? C'est

difficile à dire, le bonheur est un sentiment subjectif. Mais je suis sûr que oui, parce que beaucoup de choses ont changé dans le pays depuis.

Par exemple ?

Voyez ce qu'il s'est passé pendant le Covid-19. Le Bhoutan a obtenu l'un des meilleurs résultats au monde, avec un minimum de vies perdues et un taux de vaccination maximal. C'est un exemple clair de l'un des avantages d'une société qui suit les principes du Bonheur national brut, avec notre roi, qui s'est très bien occupé du peuple durant la pandémie et en prend également soin en période de crise économique. Cela nous donne confiance. Notre politique est unique et différente. Nous avons par exemple le mandat constitutionnel de maintenir l'équité intergénérationnelle en ce qui concerne les ressources naturelles. Et cela ne nous empêche pas de sortir cette année du groupe des pays les moins avancés, selon les normes des Nations unies.

Certains États, qui changent aussi de catégorie pour devenir des pays à revenu intermédiaire, comme vous, redoutent la perte des privilèges et financements accordés aux pays les moins avancés. Et vous ?

Non. Ceux qui s'inquiètent sont ceux

qui espèrent toucher des aides et des subventions pour toujours. Si l'on reçoit des aides, c'est dans des domaines où nous en avons besoin. Mais lorsqu'elles ne sont pas nécessaires, je pense qu'elles devraient aller à des pays et des communautés qui en ont plus besoin que nous. C'est donc une bonne chose.

La politique du Bonheur national brut est coûteuse. Comment la financez-vous sans creuser votre dette publique, qui est déjà très élevée, ni dépendre trop de l'aide internationale ?

Coûteuse ? Cela dépend de la façon dont on voit les choses. Les soins de santé et l'éducation sont gratuits. D'un certain point de vue, c'est cher. Mais d'un autre, ce n'est pas grave, parce qu'il faut le voir comme un investissement. Cela permet aux Bhoutanais d'être en bonne santé et bien éduqués ; c'est ce qui fait la richesse du pays. Je crois fortement que le Bonheur national brut est le modèle de développement le plus durable. On ne peut pas rester pauvre éternellement, mais devenir riche très rapidement

n'est pas nécessaire non plus. Il faut trouver un équilibre : s'enrichir, mais de manière progressive et durable. Nous sommes donc sur la bonne voie.

D'où proviennent vos ressources budgétaires ?

Des impôts payés par les Bhoutanais, de l'énergie hydroélectrique, du tourisme. Les revenus du tourisme sont fluctuants. Après la pandémie, cela prend un peu de temps pour redémarrer. Nous avons aussi modifié notre politique touristique, avec une taxe de développement durable de 200 dollars par jour.

“On ne peut pas rester pauvre éternellement, mais devenir riche très rapidement n'est pas nécessaire non plus.”

D' Lotay Tshering
Premier ministre du Bhoutan

Une taxe de 200 dollars par jour par personne, c'est vraiment très cher...

À côté de cela, tout est beaucoup moins cher comparé à New Delhi, Bangkok ou Singapour. Notre pays est très petit, notre capacité de prise en charge est très faible, les infrastructures sont très réduites. Nous ne pouvons pas permettre une trop grande affluence. Nous pratiquons donc un tourisme durable dans un environnement unique. Alors, oui, vous aurez peut-être l'im-



Le Premier ministre Lotay Tshering, à Bruxelles le 21 mars 2023.



ENNIO CAMERIERE

pression de payer cher, mais si l'on considère les choses d'un point de vue holistique, maintenant et à l'avenir, alors je pense personnellement que ce n'est pas si cher. Il ne faut pas se baser sur le coût, mais sur la valeur. Nous voulons offrir un lieu unique aux visiteurs et leur donner l'impression qu'ils ne le trouveront dans aucun autre pays. Le jeu en vaut la chandelle, si vous regardez les choses sous un angle différent.

Votre pays est l'un des très rares au monde à avoir un bilan carbone négatif et 72% de votre territoire est couvert de forêts, mais le fait que vous ayez mis en œuvre une bonne politique climatique ne vous immunise pas contre les effets du réchauffement dans l'Himalaya. Comment garder le cap quand les résultats ne se font pas sentir sur le terrain ?

Le changement climatique est un phénomène global. Chaque individu, chaque nation a un rôle positif ou négatif à jouer. Au Bhoutan, on fait ce qu'on peut. Nous voulons encore augmenter notre couverture forestière par exemple. L'année dernière, nous avons planté plus d'un million d'arbres fruitiers, et nous allons continuer comme cela pendant cinq ans. Nous sommes en mesure de piéger trois fois plus de gaz à effet de serre que nous n'en émettons et, si nous le pouvons, nous

ferons en sorte d'avoir un bilan carbone encore plus négatif.

Les premières élections se sont déroulées en 2008, lorsque le pays est devenu une démocratie. On entend encore des Bhoutanais penser que "c'était mieux avant". Les débats enflammés divisent les communautés et les familles, ils rompent une certaine harmonie sociale. Est-ce compatible avec la politique du Bonheur national brut ?

La première élection a été un peu malheureuse, parce que nous n'avions que deux partis en lice. La plupart des habitants du pays se sont donc divisés en deux et cela a créé un sentiment de malaise. Mais, en 2013 et 2018, nous avions quatre partis et, cette année, nous en avons cinq. Dans la mesure du possible, durant mon mandat, j'ai voulu que les gens soient unis, éduqués, et qu'ils votent pour un parti qui ne recherche pas la popularité, mais qui puisse servir ce pays sur le long terme.

Vous êtes candidat à votre réélection. Comment essayez-vous de convaincre les électeurs de voter pour vous ?

Mon seul message aux électeurs, au Bhoutan et dans le monde, c'est "votez avec votre cerveau, pas avec votre cœur". Les décisions prises par le cerveau sont toujours meilleures que celles prises par le cœur.

L'Australie fixe un cap climatique à l'industrie

Climat Les entreprises les plus polluantes vont devoir réduire leurs émissions de CO₂ chaque année.

Le gouvernement australien a conclu lundi un accord décisif sur le climat qui va contraindre les plus gros pollueurs du pays à réduire leurs émissions. En vertu de cet accord, les 215 installations les plus polluantes d'Australie, telles que les mines de charbon et les centrales à gaz, devront réduire leurs émissions nettes de près de 5% par an jusqu'en 2030. Les combustibles fossiles et l'exploitation minière constituent l'épine dorsale de l'économie du pays. Ces dernières années, les tentatives pour réduire la pollution au carbone ont été mises à mal par d'âpres querelles politiques.

Un deal avec les écologistes

Le gouvernement de centre gauche est parvenu à cet accord après plusieurs semaines de négociations tendues avec le parti des Verts. L'Australie fait enfin face à ses obligations après "dix

ans de déni, de retard et d'inaction", a déclaré le Premier ministre Anthony Albanese. Le pays s'engage à réduire ses émissions de 43% avant la fin de l'année 2030, ce qui permettra de retirer quelque 200 millions de tonnes de CO₂ de l'atmosphère. Le texte adopté devrait être soumis au Parlement cette semaine et entrer en vigueur le 1^{er} juillet.

Auparavant sceptiques, les Verts, dont le soutien est nécessaire pour faire passer le texte au Sénat face à l'opposition des conservateurs, ont accepté de soutenir le plan après avoir convaincu le gouvernement de fixer un plafond strict pour les émissions. Alors que certains défenseurs de l'environnement ont déclaré que ces réductions étaient trop faibles, l'industrie minière affirme que cette nouvelle politique pourrait entraîner des pertes d'emplois massives. (AFP)

L'endométriose touche une femme sur dix

Santé Selon Partenamut, cette maladie nécessite une prise en charge pluridisciplinaire.

Je suis angoissée à l'approche de mes menstruations chaque mois. Quand j'ai des douleurs insupportables que les médicaments ne calment que pour une ou deux heures, j'ai des idées sombres... J'ai constamment des ballonnements, des douleurs articulaires et de la rétention d'eau. Je suis en surpoids..." Ou encore: "C'est une horreur au quotidien. Rien ne soulage vraiment. Personne ne comprend. C'est un cauchemar. Cette maladie est, comme j'ai déjà pu le lire dans un livre, un cancer qui ne tue pas..."

Ces témoignages sont ceux de femmes qui souffrent d'endométriose, une maladie gynécologique fréquente (une femme sur dix). Caractérisée par la présence anormale de tissu utérin (ou tissu endométrial) en dehors de la cavité utérine, l'endométriose peut toucher divers organes (ovaires, ligaments utéro-sacrés, rectum, vessie, vagin...)

À l'occasion de la Journée mondiale de l'endométriose, ce 28 mars, Partenamut a présenté une enquête (menée auprès de plus de 3 400 affiliés) dont il ressort notamment que les trois quarts des femmes atteintes doivent s'absenter de leur travail en raison de cette maladie.

Pour se soulager

Pour en contrer les effets, huit femmes atteintes sur dix (80%) consomment des antidouleurs ou des anti-inflammatoires; une sur deux confie recourir à des remèdes de grand-mère comme la bouillotte; près d'une autre moitié d'entre elles (47%) utilise un moyen de contraception; enfin, 20% des femmes avec endométriose déclarent prendre des traitements alternatifs, dont les huiles essentielles, et 12% suivent une thérapie alternative, comme la sophrologie.

L. D.